



Paris, le 28 février 2025

Madame la Ministre de l'Agriculture,  
de la Souveraineté Alimentaire  
78 rue de Varenne  
75349 PARIS 07 SP

Madame la Ministre,

L'UNSA Alimentation Agriculture et Forêts souhaite vous alerter, de façon grave et urgente, sur la situation des agents des services d'économies agricoles, des services de santé protection animales et dans les départements où la Coordination Rurale a été élue à la Chambre d'Agriculture.

A ce jour, nous avons plusieurs témoignages qui résument la vive inquiétude de nos agents lors de contrôles, la Coordination Rurale voulant organiser des « comités d'accueil » (Cf. Est Républicain de la Meuse en date du 23/02/2025) dans les exploitations contrôlées. Des menaces sont proférées à l'encontre de ces agents qui vivent la peur au ventre ; ils sont en première ligne face aux agressions verbales qui peuvent dégénérer en agressions physiques.

Pour exemple, dans la Haute-Vienne, la Coordination Rurale a proféré des menaces publiques au DDT et exigé sa tête auprès du Préfet. Le Directeur a été dans l'obligation de demander la protection fonctionnelle, mais c'est l'ensemble des agents qui est visé, ce qui est inacceptable, notamment quand on apprend que le Préfet a tout bonnement indiqué qu'il était préférable que le directeur s'en aille sous prétexte que, je cite « ça va être la guerre s'il ne part pas d'ici un mois... ». Les agents de la DDT ont d'ailleurs sollicité un dépôt de plainte contre la Coordination Rurale.

Comment peut-on un seul instant envisager le fait qu'un Préfet ne défende pas bec et ongles les fonctionnaires visés ? L'UNSA souhaite évoquer ce point lors des prochaines instances (CSA et FS) des ministères concernés.

Aussi, je vous demande, autant que possible, de bien vouloir apaiser les syndicats agricoles quant à leur vision des contrôleurs qui ne font que leur travail et du mieux qu'ils le peuvent. Je vous demande également d'intervenir pour la protection de tous ces agents qui, s'ils sont menacés, ne pourront pas effectuer les contrôles prévus et pour lesquels des sanctions seraient très mal venues face aux risques encourus.

Il est urgent à ce jour d'agir au plus vite, afin que chacun puisse retrouver un peu de sérénité dans ce monde de colère extrême.

Je vous remercie par avance de toute l'attention que vous porterez à ce courrier et dans l'attente d'une réponse et surtout d'actes de votre part, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

La secrétaire générale

Martine HARNICHARD



# Agriculture : la Coordination rurale 55 a un nouveau président

Cela faisait plus d'un an qu'il l'avait annoncé. C'est désormais officiel : Philippe Thomas, président de la Coordination rurale 55, a passé la main. Un passage de relais qui s'est fait à l'occasion de l'assemblée générale ce jeudi 20 février, à Chaumont-sur-Aire. Le nouveau président s'appelle Bruno Muller.

**Bruno Muller, pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?**

« Je suis à l'aube de mes 50 ans, marié, père de deux filles. Je suis installé à Vraincourt, près de Clermont-en-Argonne, en GAEC avec mon épouse, sur une ferme qui produit du lait et des céréales. J'ai rejoint la Coordination rurale en 2006, à ses débuts, après un bref passage chez les Jeunes Agriculteurs (JA). »

**Vous avez été le seul à proposer une candidature. Pourquoi ?**

« On avait beaucoup discuté lors des dernières semaines. Ce n'est jamais une place qu'on a envie de prendre. J'étais la personne avec le

plus d'ancienneté, les anciens partent, les jeunes s'impliquent. Mon rôle va être de guider tout ce monde avec l'expérience qu'on a acquise jusque-là, de représenter le mouvement dans les organisations, et de faire le lien avec le national.

On ne devrait pas être obligé d'aller défendre notre métier comme ça. Je m'en serai bien passé, mais je pense que c'était nécessaire de le faire. Si je n'y allais pas, c'est comme si je jetais l'éponge. Il faut prendre ses responsabilités. »

**Succéder à Philippe Thomas qui fait partie des fondateurs de la CR en Meuse, ça fait quoi ?**

« Ça fait bizarre. Philippe était vraiment un guide, il m'a apporté son expérience. J'avais beaucoup de plaisir à discuter avec. Il a l'art et la manière pour parler sur le ton de l'humour de choses tristes et réelles malheureusement, mais il arrive à faire passer des messages sur le ton de l'humour. Passer derrière une personne comme lui, ce n'est pas évident. »

**En devenant président**



Bruno Muller est le nouveau président de la Coordination rurale de la Meuse, succédant ainsi à Philippe Thomas. Photo Dr

**à la Coordination rurale, quelle est votre ambition ?**

« Je veux avant tout rendre aux agriculteurs meusiens l'agriculture qu'on leur a volée il y a bien des années. Le constat amer que l'on fait aujourd'hui, c'est que ce ne

sont plus les agriculteurs qui décident, mais bien un monde d'administratifs, de salariés qui les jugent et leur disent ce qu'ils doivent faire. On travaille 365 jours par an, on ne prend pas de vacances. Ce que je voudrais, c'est rendre la dignité aux agriculteurs qui se sentent acculés, exploités par un système qui leur impose de bosser pour un salaire indigne. »

**Comment analysez-vous les résultats des élections de la chambre d'agriculture ?**

« C'est sûr qu'on aurait voulu être élu, mais le système est comme il est. On arrive deuxième, on a que cinq points d'écart, mais on ne peut rien faire (N.D.L.R. : la CR a obtenu 4 sièges, contre 13 pour la liste FDSEA-JA et 1 pour la Confédération paysanne). Le président de la chambre Nicolas Perotin avait dit dans un article de l'Est Républicain que vu le résultat des élections, il était temps de mettre tout le monde autour de la table et de travailler ensemble. Lors de la session d'installation, on a vu qu'il n'y avait aucune ouverture

ni vers la CR, ni vers la Confédération paysanne. »

**Quels sont les projets que vous souhaitez mettre en place ?**

« Si nous avons été élus, la CR aurait proposé un texte visant à interdire les contrôles trop nombreux que l'on vit. On n'a jamais été autant contrôlé sur nos produits qu'en ce moment alors que les produits importés ne le sont pas autant.

À propos des contrôles, on souhaite créer un réseau pour soutenir les agriculteurs qui subissent des contrôles. On se contacte entre nous et on se déplace par solidarité pour montrer que l'exploitant n'est pas seul. Quand on travaille beaucoup, qu'on se lève de bonne heure et qu'on se couche tard, qu'on subit des crises, que nos animaux meurent et qu'on reçoit une lettre recommandée qui nous indique qu'on est contrôlé dans 48 heures, c'est éprouvant. On veut vraiment montrer notre soutien aux agriculteurs. »

● **Propos recueillis par Coralie Florentin**